

REPUBLIQUE DU TCHAD



MINISTRE DE  
L'ECONOMIE  
ET DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT



*Au service  
des peuples  
et des nations*



**PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL  
ET À LA FINANCE INCLUSIVE AU TCHAD  
(PADLFIT)**

Rapport trimestriel de progrès

Période : Janvier à Mars 2019

**PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET A LA FINANCE INCLUSIVE AU TCHAD  
(PADLFIT)**

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b>	<b>3</b>
<b>I. INFORMATIONS GENERALES SUR LE PROGRAMME</b>	<b>4</b>
I.1 IDENTIFICATION DU PROGRAMME	4
I.2 OBJECTIFS DU PROGRAMME	5
<b>II. RESUME EXECUTIF</b>	<b>6</b>
<b>III. REALISATIONS DU 1ER TRIMESTRE 2019</b>	<b>7</b>
<b>IV. RAPPORT FINANCIER AU 31 MARS 2019</b>	<b>16</b>
<b>V. DIFFICULTES RENCONTREES</b>	<b>18</b>
<b>VI. PARTENARIAT</b>	<b>20</b>
<b>VII. DEFIS, LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>20</b>
I. DEFIS	20
II. LEÇONS APPRISES	20
<b>VIII. RECOMMANDATIONS</b>	<b>21</b>

## Sigles et abréviations

**APEMF-T** : Association Professionnelles des Etablissements de Microfinance au Tchad

**BADEA** : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

**BDEAC** : Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale

**CDA** : Comité Départemental d'Action

**CLA** : Comité Local d'Action

**CMSF** : Centre Multifonctionnel de Services Financiers

**COBAC** : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale

**CPA** : Comité Provincial d'Action

**CPD**: Country Programme Document

**DIM**: Direct Implementation Modality

**EMF** : Etablissement de Microfinance

**FASEC** : Fonds Alternatif de Soutien à l'Entrepreneuriat et au Commerce

**FDL** : Fonds de Développement Local

**FIF** : Fonds d'Innovation Financière

**FRG** : Fonds de Refinancement et de Garantie

**OCB** : Organisation Communautaire de Base

**ODD** : Objectifs de Développement Durable

**OSC** : Organisation de la Société Civile

**PADLFIT** : Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad

**PDC** : Plan de Développement Communal

**PDP** : Plan de Développement Provincial

**PND** : Plan National de Développement

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

**PSF** : Prestataire de Services financiers

**PST** : Prestataire de Services Techniques

**PTA** : Plan de Travail Annuel

**UNDAF**: United Nations Development Action Framework

# I. Informations générales sur le Programme

## I.1 Identification du programme

Identification du Programme	
<b>Titre du projet :</b>	Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad
<b>Numéro du Projet :</b>	00101015
<b>Date de début du Projet / Date de fin du Projet :</b>	Janvier 2018 / Décembre 2021
<b>Modalité de mise en œuvre :</b>	Direct Implementation Modality
<b>Bailleurs de fonds :</b>	PNUD, BADEA
<b>Agences gouvernementales de coordination :</b>	Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement
<b>Partenaire national de réalisation (si applicable) :</b>	Non applicable
<b>Partie Responsable de la mise en œuvre :</b>	PNUD
Budget	
<b>Budget total</b>	424 000 0000 USD
<b>Budget du PTA 2019</b>	18 500 000 USD

## I.2 Objectifs du programme

<b>Objectifs du Programme</b>	
<b>Objectif global :</b>	Contribuer à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion socio-économique des populations par la promotion du développement local et d'un secteur financier inclusif.
<b>Objectifs spécifiques :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer la promotion du développement local durable à travers l'amélioration de l'accès des Collectivités locales, des Entreprises et des populations aux énergies propres et aux services socio-économiques de base ;</li> <li>- Développer les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et les micro-entreprises créatrices de valeurs et d'emplois ;</li> <li>- Promouvoir l'inclusion financière et la protection sociale des populations</li> </ul>
<b>Liens avec les plans et orientations stratégiques nationales, l'UNDAF, le plan Stratégique du PNUD et le CPD</b>	
<b>Priorités nationales (Plan National de Développement 2017 - 2021) :</b>	<p><b>Axe II :</b> Le renforcement de la bonne gouvernance et l'Etat de droit</p> <p><b>Axe III :</b> Le développement d'une économie robuste et compétitive</p>
<b>Effet(s) de l'UNDAF 2017-2021 :</b>	<p><b>Effet 6 :</b> D'ici à fin 2021, les institutions nationales et locales appliquent davantage les bonnes pratiques de gouvernance inclusive, promouvant la démocratie, l'Etat de droit, la cohésion sociale et l'utilisation équitable des services publics de qualité, y compris pour les réfugiés.</p> <p><b>Effet 7 :</b> D'ici à fin 2021, l'Etat met en œuvre une politique nationale de développement impulsant une croissance inclusive engendrant la création d'emplois et d'opportunités notamment en faveur des jeunes et des femmes y compris les réfugiés</p>
<b>Plan Stratégique du PNUD 2018-2021</b>	<p><b>Progrès tangible 1 attendu :</b> L'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions et le maintien des populations hors de la pauvreté.</p> <p><b>Progrès tangible 2 attendu :</b> L'accélération des transformations structurelles propices au développement durable, en particulier grâce à la mise en œuvre de solutions innovantes ayant des effets multiplicateurs positifs sur la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable.</p>
<b>Résultats(s) attendu(s) du CPD 2017-2021 :</b>	<p>Produit 1.2: Des chaînes de valeurs durables sont développées et créent des emplois</p> <p>Produit 1.3: Les institutions nationales et décentralisées sont capables de créer de meilleures conditions de vie et des emplois</p> <p>Produit 2.1: Les institutions démocratiques au niveau central et local sont capables de mettre en œuvre les fonctions clés pour améliorer la redevabilité, la participation et la représentativité</p> <p>Produit 4.3 : Les capacités des administrations publiques aux niveaux national et décentralisé permettent de fournir des services améliorés de base et de répondre aux priorités des communautés</p>

## II. Résumé exécutif

Le Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) vise à contribuer à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion socio-économique des populations par la promotion du développement local et d'un secteur financier inclusif. La première phase de son exécution (en modalité DIM) se déroule sur la période de 2018 – 2021 à travers trois composantes : (i) Promotion du développement local à travers la fourniture des énergies propres et des services socio-économiques de base aux Collectivités locales, Entreprises et Populations ; (ii) Développement des filières agro-sylvo-pastorales-halieuistiques et des micro-entreprises créatrices de valeurs et d'emplois et (iii) Promotion de l'inclusion financière et sociale des populations. Ces trois composantes s'alignent sur la vision 2030 du gouvernement tchadien consigné dans le PND 2017\_2021 ainsi que sur les engagements du PNUD pour la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des ODD.

L'année 2018 a été consacrée à la réalisation d'études préalables au démarrage du programme dans la province de la Tandjilé qui a été retenue par les plus hautes autorités pour servir de province pilote.

Au premier trimestre de l'année 2019, la mise en œuvre effective du programme a été amorcée avec des activités préliminaires suivantes dans la province pilote :

- ✓ Lancement du processus d'élaboration du PDP de la Tandjilé ;
- ✓ Restitutions d'études, finalisation et soumission des dossiers d'appel d'offres pour la réalisation des infrastructures socioéconomiques ;
- ✓ Acquisition de matériels pour l'association nationale des communes ;
- ✓ Lancement des processus de recrutement des bureaux d'études et de sélection des ONG pour accompagner la mise en œuvre des activités ;
- ✓ Finalisation du processus de recrutement des membres de l'unité de gestion.

Ces activités de démarrage ont concerné 8 résultats (produits) sur les 10 attendus.

- ✚ **Produit 1.1** : Les Collectivités locales, les entreprises et les populations disposent de services énergétiques propres et ont accès aux services sociaux de base (eau, santé, éducation, logement et assainissement) ;
- ✚ **Produit 1.2** : Des infrastructures et équipements structurants sont fonctionnels avec des modules techniques adaptés et opérationnels ;
- ✚ **Produit 1.3** : Les acteurs institutionnels, techniques et opérationnels du développement local y compris les acteurs communautaires sont plus performants et efficaces dans leurs missions ;
- ✚ **Produit 2.1** : Des coopératives, des associations de développement et des groupements sont organisés, structurés et formés dans le développement des chaînes de valeur à fort potentiel ;
- ✚ **Produit 3.1** : Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des établissements de microfinance (EMF) et prestataires de services financiers (PSF), utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables ;

- ✚ **Produit 3.2** : Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accrus grâce à l'opérationnalisation d'un Etablissement de Microfinance de troisième catégorie pour le refinancement et la garantie des EMF et autres PSF ;
- ✚ **Produit 3.3** : Les acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la Finance inclusive sont plus performants et efficaces dans leurs missions ;
- ✚ **Produit 4** : La gestion, la communication, la visibilité, le suivi-évaluation et les audits du programme sont assurés de manière efficace et efficiente.

La présentation des études de faisabilité technique et des modèles des infrastructures socioéconomiques a permis de renforcer les partenariats existants et d'en établir de nouveaux pour le financement du programme.

Le démarrage de la mise en œuvre effective du programme est confronté à quelques difficultés administratives et procédurales qui ont retardé le décaissement des fonds promis par les partenaires financiers.

Le détail des réalisations du trimestre, des résultats intermédiaires obtenus et de l'exécution budgétaire sont présentés ci-après.

### III. Réalisations du 1er trimestre 2019

Les activités menées au cours du premier trimestre 2019 par l'unité de gestion ont permis de finaliser certains processus entamés au cours du dernier trimestre 2018, mais aussi d'amorcer la mise en œuvre du PTA 2019. Ces activités ont permis de couvrir les différentes composantes du programme à savoir : le développement local, le développement des filières porteuses et créatrices de valeurs et d'emplois, l'inclusion financière et la coordination.

Le tableau ci-après récapitule, par composante, les réalisations du 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Il met en parallèle les résultats attendus et les résultats intermédiaires atteints au 31 Mars 2019.

## Tableau

## 1: Récapitulatif des réalisations du 1er trimestre 2019

Produits	Activités planifiées	Résultats intermédiaires atteints au 1er trimestre 2019	Résultats attendus
<b>Produit 1.1</b> : Les Collectivités locales, les entreprises et les populations disposent de services énergétiques propres et ont accès aux services sociaux de base (eau, santé, éducation ; logement et assainissement)	1.1.1 Élaborer 1 Plan de Développement Provincial (PDP)	Le processus d'élaboration du PDP et des PDC est lancé.  Les TDRs pour le recrutement du consultant devant appuyer l'élaboration du PDP et des PDC sont élaborés ;	1 PDP élaboré
	1.1.2 Aménager, réhabiliter ou irriguer 1000 ha de terres agricoles	Les sites ont été identifiés pour les aménagement hydroagricoles	1000 ha de terres agricoles aménagés, réhabilités ou irrigués
	1.1.3 Réaliser une étude technique préalable à la mise en place des services énergétiques propres		Une étude technique réalisée en vue de la mise en place de services énergétiques propres
	1.1.4 Mettre en place 8 kits de services énergétiques propres		8 kits de services énergétiques propres sont mis en place dans la Province de la Tandjilé
	1.1.5 Appuyer la gestion et la maintenance des kits énergétiques propres.		La maintenance des kits énergétiques est assurée
<b>Produit 1.2</b> : Des infrastructures et équipements structurants sont fonctionnels avec des modules	1.2.1 Faire une étude technique préalable pour la mise en place des kits (PTFM et autres)		Une étude technique préalable pour la mise en place des kits (PTFM et autres) est réalisée

techniques opérationnels	adaptés	et	1.2.2	Mettre en place 25 kits d'équipements structurants	Les sites ont été identifiés et le dossier d'appel d'offre pour la construction de 10 plateformes multifonctionnelles dans la Tandjilé est finalisé et soumis à la validation.	25 kits d'équipements mis en place
			1.2.3	Appuyer la gestion et la maintenance des kits d'équipements structurants		La maintenance des kits d'équipements structurants est assurée
			1.2.4	Construire 8 marchés ruraux	Les sites pour la construction de cinq marchés ruraux ont été identifiés ; Le dossier d'appel d'offre pour la construction de 5 marchés ruraux est finalisé et soumis à la validation ex-anté.	8 marchés ruraux construits dans la Province de la Tandjilé
			1.2.5	Construire 8 centres culturels	Les sites ont été identifiés pour la construction de 5 centres culturels et le dossier d'appel d'offre est finalisé et soumis à la validation ex-anté	8 centres culturels sont construits dans la province de la Tandjilé
			1.2.6	Construire 8 stations hydrauliques		8 stations hydrauliques sont construites dans la Province de la Tandjilé
<b>Produit 1.3 :</b>	Les acteurs institutionnels, techniques et opérationnels du développement local y compris les acteurs communautaires sont plus	1.3.1	Renforcer les capacités des structures ministérielles en charge du développement local ;	Le plan de renforcement de capacités des acteurs institutionnels et techniques du développement local est élaboré.  L'atelier de formation des acteurs du développement local	Les capacités des structures ministérielles en charge du développement local sont renforcées.	

performants et efficaces dans leurs missions		de 8 provinces (Mayo Kebbi Est, Mayo Kebbi Ouest, Tandjilé, Logone Occidental, Logone Oriental, Mandoul, Moyen Chari et N'Djamena) est préparé <sup>1</sup>		
	1.3.2	Soutenir l'Association Nationale des Communes du Tchad dans son développement ;	La Direction Générale de la Gouvernance Locale et l'Association Nationale des Communes du Tchad ont été appuyées en équipements de travail et de fournitures.	L'association nationale des communes du Tchad est soutenue.
	1.3.3	Appuyer les cadres de concertation des acteurs (CPA, CDA, CLA) ;		Les cadres de concertation des acteurs (CPA, CDA, CLA) sont appuyés
	1.3.4			
	1.3.5	Organiser des voyages d'études et des échanges d'expériences.		Des voyages d'études et d'expériences sont organisés.
<b>Produit 2.1:</b> Des coopératives, des associations de développement et des groupements sont organisés, structurés et formés dans le développement des chaînes de valeur à fort potentiel	2.1.1	Organiser des séances d'information et de sensibilisation sur les filières, leurs potentialités, contraintes et défis au niveau provincial comprenant l'élaboration des plans d'action filières	Le processus de sélection des ONG, OCB et OSC en vue de l'accompagnement du PADLFIT dans la mise en œuvre de cette activité dans la Tandjilé est lancé ;  Le processus de recrutement d'un bureau d'études pour le renforcement des capacités des organisations non gouvernementales (ONG), organisations communautaires de base (OCB) et organisations	Des ateliers d'échanges sont organisés

<sup>1</sup> Le thème de la formation est : « budget participatif ». L'atelier est préparé en collaboration avec la Direction Générale de la Gouvernance Locale et l'Association Nationale des Communes du Tchad.

		de la société civile (OSC) partenaires du programme.	
	2.1.2	Appuyer la structuration et l'organisation des producteurs autour des filières porteuses	Les organisations de producteurs sont structurées autour des filières porteuses.
	2.1.3	Renforcer les capacités des producteurs agro-sylvo-pastoraux et halieutiques structurés (personnes physiques, association/groupements) dans les activités des filières à fort potentiel	Les capacités des ménages sont renforcées dans les filières porteuses.
<b>Produit 2.2</b> : Des MPME créatrices de valeurs et d'emplois sont opérationnelles et viables	2.2.1	Organiser des séances d'information et de sensibilisation des Coopératives, Associations de développement, Groupements et Prestataires Privés de Services ayant un potentiel en matière de création de valeurs et d'emplois en vue de leur présélection ;	Des séances d'information et de sensibilisation sont organisées au profit des coopératives, associations de développement et prestataires de services
	2.2.2	Structurer et organiser les entités identifiées en unités de production, de transformation, de conservation et de commercialisation ;	Des entités identifiées sont structurées en unité de production, de transformation, de conservation et de commercialisation.
	2.2.3	Former les promoteurs et le personnel des MPME structurées	Les capacités des MPME sont renforcées.

<b>Produit 2.3</b> : Des centres de métiers et de formation professionnelle basés sur des incubateurs d'entreprises sont durablement fonctionnels	2.3.1	Affiner l'étude technique préalable pour la mise en place du centre provincial de métiers ;		L'étude technique préalable à la mise en place du centre provincial de métiers est affinée.
	2.3.2	Appuyer l'opérationnalisation, le fonctionnement et le suivi du centre provincial de métiers ;		Opérationnalisation, fonctionnement et suivi du centre provincial de métiers
	2.3.3	Soutenir l'accompagnement des bénéficiaires des centres provinciaux de métiers.		Les bénéficiaires des centres provinciaux de métiers sont accompagnés.
<b>Produit 3.1</b> : Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des établissements de microfinance (EMF) et prestataires de services financiers (PSF), utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables	3.1.1	Mettre en place 12 Guichets et/ou CMSF au sein des CTD ;	Le dossier d'appel d'offre pour la construction de 12 guichets de services financiers dans la Tandjilé a été finalisé et soumis à la validation Ex-anté.	12 Guichets ou CMSF sont mis en place.
	3.1.2	Appuyer des innovations financières (finance digitale, finance agricole, micro finance verte, micro-leasing, micro-crédit de l'habitat, micro-assurance...) contribuant à l'inclusion financière des populations ;		Des appuis sont apportés aux innovations financières.

	3.1.3	Organiser des sensibilisations et des formations en éducation entrepreneuriale et financière des ménages	Des sensibilisations et des formations en éducation entrepreneuriale et financière des ménages sont faites dans les provinces du Moyen chari, du Lac, Hadjer Lamis, Sila, et Logone Oriental.	Des sensibilisations / formations en éducation entrepreneuriale sont financière organisées
<b>Produit 3.2 : Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accrus grâce à l'opérationnalisation d'un Etablissement de Microfinance de troisième catégorie pour le refinancement et la garantie des EMF et autres PSF</b>	3.2.1	Organiser une visite de travail avec la commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) pour la mise en place de l'EMF de troisième catégorie ;		Un plan d'affaire de l'EMF est élaboré
	3.2.2	Soutenir l'opérationnalisation, le fonctionnement et le suivi de l'EMF de 3ème catégorie (FRG) ;	Le recrutement d'un Consultant pour l'accompagnement du PADLFIT dans la mise en place d'un établissement de microfinance de 3ème catégorie est finalisé.	L'EMF de 3ème catégorie est opérationnel.
	3.2.3	Appuyer le financement des EMF, entreprises et PSF en lignes de crédits, capital-risque, micro-leasing et fonds de garantie (FIF, FDL, FASEC);		Les EMF, PSF et entreprises sont financés.
<b>Produit 3.3 : Les Acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la Finance inclusive sont plus performants et efficaces dans leurs missions</b>	3.3.1	Renforcer les capacités des acteurs institutionnels de Promotion, de contrôle et de surveillance des EMF ;		
	3.3.2	Appuyer l'APEMF-T dans sa mission de défense des intérêts de ses membres ;		

	3.3.3 Renforcer les capacités des PST ;		
	3.3.4 Renforcer les cadres de concertation des Acteurs (articulation entre les banques, les EMF, les PSR, les PSF,)	L'élaboration du plan de renforcement des capacités de l'Association des Professionnels des Établissements de Microfinance du Tchad (APEMF-T) est appuyée.	Les cadres de concertation sont appuyés.
<p><b>Produit 4 :</b> La gestion, la communication, la visibilité, le suivi-évaluation et les audits du programme sont assurés de manière efficace et efficiente</p>	4.1 Assurer la prise en charge du personnel, Fonctionnement, suivi, évaluation et audit	<p>Le processus de recrutement des membres de l'unité de gestion est finalisé ;</p> <p>Prise de fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un Expert Développement Rural ;</li> <li>- Un Expert Suivi Evaluation ;</li> <li>- 3 Experts Achat ;</li> <li>- 3 Chefs d'Antenne ;</li> <li>- Un Point Focal du Comité National de Suivi Technique ;</li> <li>- Un Ingénieur Génie Civil ;</li> <li>- Un Ingénieur Génie Hydraulique ;</li> <li>- Une Assistante Administrative et</li> <li>- Un expert finance dont le processus de contractualisation est en cours de finalisation ;</li> </ul> <p>Une évaluation des capacités et des risques relatifs à la mise en œuvre du PADLFIT est faite ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PTA approuvé et signé ;</li> <li>- Au moins 2 Comités de pilotage organisés ;</li> <li>- 3 comités de suivi technique organisés ;</li> <li>- 1 comité d'investissement organisé ;</li> </ul>

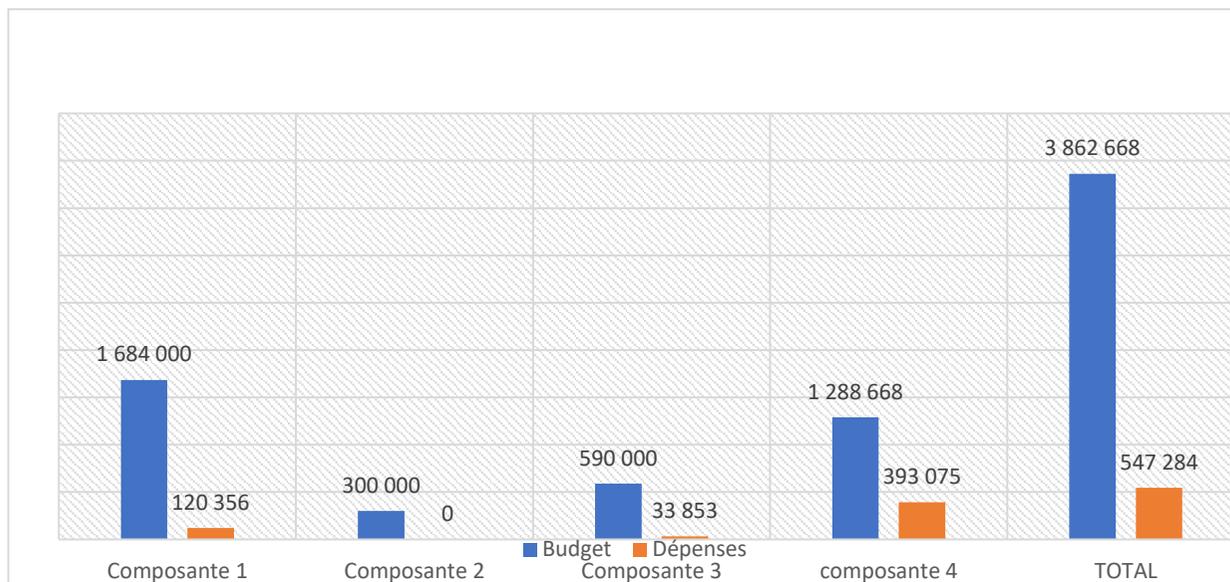
		<p>Finalisation du processus d'élaboration de la note de présentation du PADLFIT ;</p> <p>Organisation d'une réunion du Sous-Comité de Suivi technique du PADLFIT ;</p> <p>Organisation de 12 réunions du programme.</p>	
	4.2 Appuyer la mobilisation des ressources	Le processus de sélection d'une banque pour l'ouverture d'un compte bancaire au nom du PADLFIT est lancé ;	
	4.3 Prendre en charge l'acquisition et l'entretien des équipements, matériels et fournitures de bureau		
	4.4 Renforcer les capacités du personnel (Formations, visites d'échange, conférences et colloques nationales ou internationales)		
	4.5 Contribuer aux services communs		

## IV. Rapport financier au 31 mars 2019

Table 1: Résumé financier du trimestre

Composante	Produit du projet	Budget en USD	Total dépenses en USD	Balance au 31 Mars 2019	Taux d'utilisation Budget
1	Des infrastructures et équipements structurants sont fonctionnels avec des modules techniques adaptés et opérationnels	1 684 000	120 356	1 563 644	7,15%
2	Des entreprises créatrices de valeur et d'emplois sont opératrices et viables	300 000	-	300 000	0,00%
3	Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des EMF et PSF, utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables.	590 000	33 853	556 147	5,74%
4	La gestion et Coordination (y compris les services communs), la communication, la visibilité, le suivi-évaluation et les audits du Programme sont assurés de manière efficace et efficience.	1 288 668	393 075	895 593	30,50%
<b>Total</b>		<b>3 862 668</b>	<b>547 284</b>	<b>3 315 384</b>	<b>14,17%</b>

Figure 1: Budget et dépenses du 1er Trimestre 2019



Il faut noter que ce résumé financier reporte les dépenses cumulatives du PADLFIT du premier janvier au 31 mars 2019. Certaines activités de démarrage du programme ont été réalisées en dépit du retard de décaissement des fonds promis par les partenaires financiers.

## V. Difficultés rencontrées

Problèmes					
N°	Description	Type	Probabilité et Impact	Mesures / Réponse de gestion	Statuts
1	Retard dans la validation des DAO soumis au ex-anté	Opérationnel Organisationnel	Très probable avec un impact modéré	Des relances ont été faites au RBA pour une certaine diligence dans le traitement des dossiers soumis au ex-anté. Le soutien du Senior Management du PNUD est aussi sollicité pour aider à accélérer la validation ex-anté afin de permettre d'avancer dans le processus du lancement des DAO.	Les DAO ne sont pas encore publiés alors que les travaux de construction doivent commencer avant la saison des pluies compte tenu de l'impraticabilité des routes dans la région pendant la saison pluvieuse.
2	Décassement des financements	Financier Opérationnel	Très probable avec un impact modéré	Malgré la signature de l'accord de financement avec la BADEA le décaissement n'est pas effectif faute de l'ouverture d'un compte bancaire au nom du PADLFIT dans une banque Arabe de la place. La procédure de sélection d'une banque est en cours et les échanges avec le siège se poursuivent également pour l'obtention de l'accord d'ouverture du compte.	Non résolu, Cette situation risque de retarder le démarrage des constructions.

3	Lenteur dans l'exécution des procédures de passation des marchés	Opérationnel Organisationnel	Très probable avec un impact modéré	Le programme est exécuté en DIM	En partie résolue car le programme dispose de son équipe <i>procurement</i> pour plus de célérité dans le traitement des dossiers et la passation des marchés.
---	--	---------------------------------	-------------------------------------	---------------------------------	--

## VI. Partenariat

La présentation des résultats des études préalables au démarrage du PADLFIT, notamment les études de faisabilités techniques et des modèles des infrastructures socioéconomiques, a permis de renforcer les partenariats existants mais aussi d'en établir de nouveaux. Au titre des nouveaux partenariats, on note un regain d'intérêt de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), de la Banque Islamique de Développement (BID), des Emirats Arabes Unies et l'Arabie Saoudite pour le financement du PADLFIT. Les négociations se poursuivent pour la concrétisation des annonces de financements. Pour ce qui concerne le partenariat avec la BADEA, les ressources sont en attentes de décaissement sur le compte bancaire du programme qui sera ouvert dans une banque arabe de la place.

Dans le cadre du partenariat inter-agence le PNUD et le HCR au Tchad, à travers leurs projets et programmes respectifs dont le PADLFIT, viennent de signer un mémorandum d'entente pour une mise en œuvre synergique de leurs projets et programmes pour le bien-être des populations hôtes, déplacées et réfugiées.

## VII. Défis, leçons apprises et recommandations

### i. Défis

De par son envergure et son approche, le PADLFIT est un programme novateur qui devrait, à terme, contribuer à améliorer significativement les conditions de vie des populations et réduire l'incidence de la pauvreté tout en contribuant à l'atteinte des ODD. Cependant, pour mieux répondre aux immenses attentes suscitées par ce programme, quelques défis sont à relever qui découlent de certaines des difficultés citées ci-haut:

- Rattraper le retard dans la validation des DAO soumis à l'évaluation ex-anté ;
- Répondre aux exigences de la BADEA (ouverture d'un compte bancaire dans une banque arabe) afin d'accélérer le décaissement du financement ;
- S'adapter aux aléas climatiques et aux difficultés d'accès à la région de la Tandjilé en saison des pluies pour une mise en œuvre efficace.

Ces difficultés pourraient influencer sur la mise en œuvre du programme compte tenu des délais impartis et des aléas climatiques notamment l'impraticabilité des voies de communication dans la région de la Tandjilé pendant la saison pluvieuse.

### ii. Leçons apprises

L'évaluation des capacités et des risques liés à la mise en œuvre du programme a permis de catégoriser les différents types de risques et d'apprécier la probabilité de survenance de ces risques ainsi que leurs impacts.

La validation ex-anté des dossiers d'appels d'offres a permis de comprendre l'ampleur de la complexité des marchés d'où la nécessité de faire un examen

minutieux des dossiers avant leur soumission. Il faut désormais intégrer le fait que le processus de validation peut prendre beaucoup de temps.

## VIII. Recommandations

Sur la base des défis et leçons apprises ci-dessus énumérés, les recommandations suivantes sont formulées dans le but d'accélérer une mise en œuvre diligente du programme :

1. Faire le suivi rapproché des dossiers soumis à la validation ex-anté ;
2. Solliciter l'appui du senior management du PNUD dans les échanges avec le siège pour l'obtention de l'ouverture du compte bancaire du PADLFIT ;
3. Déployer les équipes sur le terrain pour le démarrage des activités ne nécessitant pas d'approbation ;
4. Poursuivre les activités de mobilisation des ressources tout en privilégiant davantage les partenariats multi-bailleurs afin de diversifier les sources de financement du programme.